



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau des enquêtes publiques et des
installations classées
jpr/bmo/878

Arrêté du 27 octobre 2023 portant mise en demeure à la société BUTACHIMIE de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Chalampé

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 portant prescriptions complémentaires (codificatif partie risque chronique) à la société BUTACHIMIE située à Chalampé ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 portant prescriptions complémentaires à la société BUTACHIMIE située à Chalampé ;

VU le rapport du 13/07/2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 25 juillet 2023 ;

VU les courriers en réponse de l'exploitant en date des 9, 13 et 22 août 2023 ;

VU le rapport du 12/09/2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du

logement chargée de l'inspection des installations classées, annulant et remplaçant le rapport du 13/07/2023 sus-visé ;

Considérant que lors des inspections des 14, 19 et 22 juin 2023 et de l'examen des documents associés remis par l'exploitant, l'Inspection a pu constater :

- qu'en non-conformité à l'article 8, de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, l'exploitant n'applique pas les dispositions prévues dans son Système de Gestion de la Sécurité (SGS) notamment :
 - Contrairement au chapitre 8 (activités opérationnelles) de son SGS, l'exploitant n'a pas procédé au parcours d'habilitation complet des opérateurs impliqués dans les circonstances de l'accident (a minima une des trois personnes impliquée dans l'incident du 14 juin 2023 a un cursus de formation défaillant),
 - contrairement au paragraphe 6.1.3 de son SGS, l'exploitant met en œuvre des systèmes de détection fixes et mobiles qui ne sont pas efficaces au vu des gaz susceptibles d'être présents dans ses unités,
 - contrairement au chapitre 6 (planification) de son SGS, l'exploitant n'a pas procédé à une mise à disposition (vidange/nettoyage) adéquate de ses unités au vu des substances qu'elles peuvent contenir. Par ailleurs, il allège en période d'arrêt des procédures liées à sécurité des installations, sous couvert d'une analyse des risques, qui s'avère partielle et minorante au vu des risques connus des installations toujours sous produits.
- le plan des zones à risque d'explosion transmis ne permet pas d'identifier l'ensemble des zones où est susceptible de se former de manière épisodique une atmosphère explosive. En effet, le référentiel pris par l'exploitant pour répondre aux pré-requis de la réglementation ICPE en la matière, est celui du code du travail et de la réglementation ATEX, qui ne répond pas en tout point aux mêmes attendus que la réglementation ICPE en matière d'identification des zones à risques. Cet élément constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 susvisé,
- que l'exploitant fait entretenir du matériel « ATEX » par du personnel ne possédant pas les formations requises pour réaliser les opérations de maintenance courante sur ce type d'appareil (les 2 techniciens intervenant en maintenance n'ont pas reçu de formation constructeur pour l'un des types de détecteurs), ce qui constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé,
- que l'exploitant n'a pas formé intégralement certains de ses employés aux risques présentés par ses installations, en non conformité aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé,
- que l'exploitant met en œuvre des procédures de gestion de ses risques en période de grand arrêt qui ne prennent pas en considération tous les risques inhérents à ses installations :
 - absence de mise à disposition (vidange/nettoyage) de certains des équipements présents dans la fosse M1179 ,
 - allègement en période d'arrêt des procédures liées à sécurité des installations, sous couvert d'une analyse des risques, qui s'avère partielle et minorante au vu des risques connus des installations toujours en charge de produits,et qu'il est ainsi considéré que les procédures établies ne remplissent pas les objectifs du point 3 du SGS tel que mentionné à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé,
- qu'au regard des éléments de constats repris ci-avant, l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires en période de grand arrêt de ses installations, pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner ses installations, ce en

non-conformité aux dispositions de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Considérant que les éléments et observations apportés par l'exploitant susvisés dans le cadre du contradictoire, ne modifie pas l'application des dispositions prévues à l'article L.171-8-I du code de l'environnement, mais qu'il convient au vu des contraintes de réalisation d'aménager les délais attendus pour la mise en conformité des installations ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société BUTACHIMIE, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé Usine de Chalampé – GESTIFTSFELD 68490 Chalampé, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1999 susvisé :

« *L'exploitant détermine les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.*

[...]

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.»

Article 3 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

« *L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance.[...]* »

Article 4 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

« *Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations[...]* »

Article 5 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

«Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.»

Article 6 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé :

«L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. [...] L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement »

Article 7 : dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 47 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :

«L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.[...]»

Article 8 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 9 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 27 octobre 2023

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.